



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-02-2015

Good Year – gouvernement socialiste : l'union sacrée

Un an après la fermeture du site d'Amiens Nord, neuf salariés licenciés, militants de la CGT ont été placés le mardi 17 en garde à vue pendant 8 heures pour s'expliquer sur une soi-disant « séquestration » de dirigeants de l'entreprise lors d'une discussion jusque tard dans la nuit. Comme à son accoutumée Good Year ne respecte en rien sa signature sur l'accord de fin de conflit qui prévoyait que toute poursuite judiciaire et disciplinaire serait caduque.

Une cinquantaine de personnes se sont rendues devant l'hôtel de police afin de soutenir leurs camarades. A leur sortie vers 17 h 00 il est clairement affirmé que cette énième provocation a pour but de faire passer le message : faire taire la CGT sur le prochain démantèlement des pneus agraires qui n'a pas encore commencé. Il est possible que « **les dangereux individus** » soient reconvoqués par le procureur de la république en mars.

Il s'agit d'un acte « **politique** » délibéré du gouvernement Hollande / Valls qui veut mettre au pas ceux qui continuent à se battre sur une base de classe depuis 8 ans parce qu'ils ne veulent pas virent à genoux.

De Hollande à Montebourg, des dirigeants socialistes étaient pourtant venus sur le parking Good Year exprimer leur « **solidarité** » avec les travailleurs en lutte (on se souvient de Montebourg apportant des croissants aux membres du piquet de grève !). **On voit aujourd'hui le résultat de leurs promesses, celles-ci n'engageant que ceux qui y croient.** Par compte, le MEDEF a retenu toutes les attentions bienveillantes de ces personnes maintenant au pouvoir.

En même temps que la période d'harcèlement et de provocations sur les militants de la CGT et les salariés s'accroît, pas de problème la situation financière de Good Year est très très bonne. En 2014 grâce au crédit d'impôt le groupe Good Year a engrangé un bénéfice net de 2,45 milliards de dollars, soit 4 fois plus qu'en 2013. Sur le 4^{ème} trimestre 2014 le bénéfice net est de 2,13 milliards de dollars contre 228 millions un an plus tôt, il a été ainsi multiplié par plus de 9 ! Good Year doit ses bons résultats à un crédit d'impôt de 2,2 milliards de dollars reçu en fin d'année. Good Year avoue que l'entreprise a réalisé des économies suite à la fermeture annoncée en novembre dernier de l'usine d'Amiens Nord (1143 emplois). **Donc pas de problème, tout va bien pour les actionnaires dans le système capitaliste, plus vous licenciez, plus l'état vous subventionne, plus vous faites de bénéfices !!!**

Ca continue de bouger sur la Zone Industrielle Nord d'Amiens.

Unither (laboratoire pharmaceutique) :

En grève à 90 % toute la semaine dernière dans l'unité (CGT, FO, CFE / CGC) pour des augmentations de salaires décentes.

Valeo Transmissions :

Grève à 95 % (seuls les intérimaires travaillent) suite aux « **augmentations** » scandaleuses données par la direction du site :

- **0,7 % pour l'année 2015** alors que les 10 plus hauts salaires se sont « accordés » **17%** et que la cotation de Valeo en bourse arrive à + 26 %, suivant de près celles de Renault (+ 30 %) et Peugeot (+ 31 %). La justice, (égale à elle-même comme chez les voisins d'en face de Good Year) a ordonné par référé la fin « du blocus » sous astreinte de 300 € / jour. Les pompiers sont donc venus éteindre les feux de palettes et de pneus, ce qui n'a eu aucun effet sur la reprise du travail espérée par la direction et les pouvoirs publics. La grève ce jeudi matin 19 février, continue jour et nuit dans les 3 équipes.

Simply-Markett (plate-forme logistique) :

Suite à la révélation de l'accord d'échange d'enseignes entre système-U et Auchan qui vise à passer tous les Hyper-U en Auchan et tous les Simply-Markett en Super-U, les salariés et leur syndicat CGT de la plate-forme logistique de la Zone Industrielle demandent des réponses concrètes aux questions qu'ils posent. Des réunions de CE et CCE extraordinaires sont exigées pour éclaircir les menaces sur l'emploi qui se dessine.

La lutte continue.